

## N° 6828

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2014-2015

**PROJET DE LOI**

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg  
à la 17e reconstitution des ressources de l'Association inter-  
nationale de développement**

\* \* \*

*(Dépôt: le 18.6.2015)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de Dépôt (7.6.2015).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	2
4) 17e reconstitution des ressources de l'Association interna- tionale de développement.....	6
5) Fiche financière.....	20
6) Fiches d'évaluation d'impact.....	20

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

Château de Berg, le 7 juin 2015

*Le Ministre des Finances,*  
Pierre GRAMEGNA

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 50.402.000 euros à la dix-septième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 234 adoptée le 5 mai 2014 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de loi destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID).

### *Article 1er. Dix-septième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID)*

Créée en 1960, l'AID, institution du groupe de la Banque mondiale, a pour vocation d'aider le développement économique des pays les plus pauvres. Pour soutenir ces pays elle accorde des prêts sans intérêt et des dons. En effet, la majeure partie des allocations se fait sous forme de prêts concessionnels (0% d'intérêt, remboursables sur 25 ou 40 ans avec un délai de grâce allant de 5 à 10 ans, commission de gestion de 1%), une part prédominante est désormais dispensée sous forme de dons. L'AID complète ainsi l'autre guichet de prêt de la Banque mondiale, à savoir, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui dispense des prêts d'investissement et des services de conseil aux pays à revenu intermédiaire. Alors que la BIRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés internationaux des capitaux, l'AID est largement tributaire des contributions des plus riches de ses pays membres pour couvrir ses besoins en capitaux. Elle tire des ressources supplémentaires des transferts de revenu de la BIRD et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs.

L'AID est l'un des principaux bailleurs de fonds des 77 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 sont situés en Afrique. Elle constitue la principale source de financement des services sociaux de base dans ces pays. Depuis sa création, l'AID a accordé au total 238 milliards dollars US de crédits et de dons, dont la majeure partie, soit environ 50%, en faveur de l'Afrique.

Pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'AID, le revenu annuel par habitant d'un pays ne doit pas dépasser 1.135 dollars US. Lorsqu'un pays se qualifie pour l'assistance de l'AID, une stratégie globale est élaborée en consultation avec le Gouvernement et la société civile du pays en question d'une part, et avec les autres bailleurs de fonds d'autre part. La bonne gestion par les pays bénéficiaires des allocations reçues compte dans une large mesure pour la détermination du volume des allocations futures. C'est cette combinaison de procédures d'allocation qui fait de l'AID l'un des instruments d'aide au développement les plus participatifs et efficaces qui soit parmi les institutions financières internationales.

Les fonds mis à disposition par l'AID servent à promouvoir deux types d'opérations bien distinctes: d'une part, des projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus démunis, comme la fourniture d'eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé ou de moyens d'éducation: d'autre part, des projets d'ajustement structurel soutenant d'une façon plus générale les finances publiques dans les pays bénéficiaires, ceci en vue de faciliter des réformes en matière de restructuration économique, de stimulation de l'emploi ou de mise en place d'un système de sécurité sociale. La période AID 17 déjà en cours, allant de juillet 2014 à juin 2017, accorde cette fois-ci une attention particulière au thème de la croissance inclusive, ainsi que comme déjà précédemment pour l'AID 16, à la parité hommes-femmes, aux problèmes des Etats fragiles et au changement climatique. En parallèle, l'AID soutient les projets d'infrastructure, d'éducation, de santé, de protection sociale, de gouvernance, ainsi que le développement de l'agriculture et du secteur privé.

Depuis sa création l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 278 millions dollars US. Les négociations pour la 17e reconstitution des ressources de l'AID se

sont conclues en décembre 2013. Au total la 17e reconstitution des ressources permettra de lever 52,1 milliards dollars US: une augmentation de 2,8 milliards par rapport à la reconstitution précédente. Au total, 46 pays ont participé à la 17e reconstitution des ressources. Cette augmentation de près de 6% de l'enveloppe totale mise à disposition de l'AID traduit la volonté des bailleurs de fonds de consolider l'AID en tant que plate-forme incontournable pour l'aide au développement mondial.

Au demeurant, les nouveaux fonds permettront à l'AID de continuer à jouer un rôle crucial dans l'architecture globale de l'aide au développement: marquée par la prolifération des mécanismes d'acheminement de l'aide et la fragmentation de l'APD. De plus, l'AID 17 fut lancé à un moment important, coïncidant avec la date cible 2015 relative à la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire et au moment du lancement du programme de développement pour l'après-2015.

Il convient également de souligner l'existence d'un mécanisme d'intervention rapide habilitant l'AID d'intervenir de manière flexible en cas de crises économiques ou de catastrophes naturelles. Le soutien d'un tel mécanisme est en ligne avec la politique de notre pays en matière d'intervention humanitaire sur les situations d'urgence. En effet, il peut être considéré comme un prolongement de l'implication du gouvernement dans la mise en place et le fonctionnement du système „emergency.lu“.

Le thème prédominant mentionné dans la 17e reconstitution des ressources de l'AID est la „Maximisation de l'impact sur le développement“. Pour ce faire, les membres cotisants exigent de la part de l'AID de mettre en oeuvre des solutions intégrées pour les pays bénéficiaires en tirant parti des investissements privés, des ressources publiques et des connaissances acquises afin de maximiser l'impact tout en diminuant les coûts de fonctionnement.

Comme mentionné antérieurement, des principaux thèmes furent définies avec comme objectif de supprimer les freins à une croissance durable et soutenue:

- i) Croissance inclusive
- ii) Genre et parité hommes-femmes
- iii) Changement climatique
- iv) Etats fragiles ou touchés par un conflit

i) *Croissance inclusive*

Ce thème requiert un vaste programme qui comporte une amélioration des encouragements, ressources et opportunités favorisant des investissements productifs. Les pays participants à la reconstitution des ressources de l'AID ont indiqué que son expérience lui a permis d'accumuler une connaissance approfondie de certains secteurs et industries auprès des pays bénéficiaires. Par conséquent, elle est susceptible d'aider les gouvernements à promouvoir une diversification de leur économie, de créer de l'emploi, de relever la productivité de la population la plus démunie, d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de soutenir des systèmes de sécurité sociale ciblant le segment le plus vulnérable de la population. Pour ce faire, les représentants des pays donateurs ont donné leur accord pour la mise place d'un éventail d'instruments.

Dans l'idée de renforcer la capacité des pays bénéficiaires à analyser et identifier les contraintes liées à la création d'emplois productifs, la mise en place d'un outil de diagnostic de l'emploi est prévue. Afin de remédier aux obstacles freinant l'inclusion financière, l'institution travaillera plus étroitement avec des bases de données et des analyses du groupe Banque mondiale afin de mieux mesurer le potentiel des paiements innovants, des services bancaires mobiles et de l'éducation financière. Ce volet comportera également des financements et de l'assistance technique. L'implémentation d'un outil d'analyse de l'efficacité des attributions des finances publiques devra, quant à lui, encourager une plus grande transparence et responsabilité en matière de gestion des finances publiques, ainsi qu'une identification des problèmes et inefficiences. En dernier lieu, au vu des récentes découvertes de minerais dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, l'AID prêtera main-forte aux gouvernements concernés afin de promouvoir la bonne gouvernance en gestion des ressources naturelles et l'adoption de bonnes pratiques. Un support dans l'implémentation d'un cadre légal relatif aux industries extractives ainsi qu'une initiative de transparence dans le même secteur seront lancées.

L'impact de cette gamme d'actions prévues fera l'objet d'une évaluation approfondie lors de la revue à mi-parcours de l'AID 17.

## ii) *Genre et parité hommes-femmes*

La promotion de l'égalité des sexes est un moyen efficace pour combattre la pauvreté et assurer un développement social et économique durable. Depuis plus de trois décennies la Banque mondiale intervient en faveur de la parité des genres. En 2001, sous l'égide des bailleurs de fonds de l'AID, la Banque mondiale a adopté une stratégie de prise en compte généralisée des problèmes d'égalités des sexes dans ses opérations, et notamment en ce qui concerne les projets dans les pays clients de l'AID. Enfin, depuis 2007, le „Plan d'Action pour l'égalité des Sexes“ permet une plus grande prise en considération de la question de la parité des genres dans les opérations de la Banque mondiale dans les secteurs économiques.

Les bailleurs de fonds ont salué les progrès réalisés par l'AID dans le domaine de l'égalité des sexes, via la prise en compte systématique de cet enjeu dans ses opérations et ses travaux analytiques. Sous l'AID 16, des indicateurs sexo-spécifiques, afin de pouvoir mieux mesurer les résultats des activités de l'AID en termes d'impact sur l'égalité des sexes, furent introduits. Les donateurs sont cependant d'avis que l'AID se doit de renforcer l'accent sur la qualité des informations générées. De même, selon eux, l'intégration des considérations d'égalité des sexes dans les stratégies d'aide-pays mise en place récemment se doit d'avoir une approche adaptée régionalement tenant compte de la sensibilité culturelle, ainsi que des objectifs plus ambitieux. Il a également été suggéré d'introduire un mécanisme permettant de renforcer le processus d'apprentissage et d'évaluation des résultats au-delà de la date de clôture des projets.

## iii) *Changement climatique*

Les clients de l'AID figurent parmi les pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique et c'est la raison pour laquelle l'institution focalise son effort sur la capacité d'adaptation de ces derniers aux conséquences du changement climatique. Cela se traduit par un soutien aux pays les plus pauvres pour renforcer leur résilience au climat leur permettant ainsi de faire face aux chocs climatiques et de réduire leur vulnérabilité climatique. L'AID reconnaît clairement que le changement climatique est devenu une question clé de la politique de développement et que seule la promotion d'un développement durable permettra de préserver les acquis en la matière et d'atteindre les objectifs fixés par le groupe de la Banque mondiale.

Les donateurs ont apprécié les efforts de l'AID relatifs à la résistance aux chocs climatiques au cours de la période de l'AID 16. Ils ont insisté sur le besoin de continuer ce travail et de redoubler d'efforts pour répondre aux défis politiques, technologiques et financiers afin d'assurer un développement résilient au climat. Depuis l'AID 16, une intégration systématique des risques climatiques dans les stratégies d'aide-pays existent et les donateurs exhortent l'AID à adopter des mesures appropriées au niveau opérationnel. Un renforcement du système de supervision de l'allocation de ressources relatives à l'atténuation du changement climatique est prévu dans le cadre de l'AID 17. Tout comme pour l'AID 16, l'accès aux énergies propres et renouvelables et les investissements y relatifs vont également continuer à jouer un rôle central dans l'aide que l'institution fournit aux pays les plus pauvres.

## iv) *Etats fragiles ou touchés par un conflit*

Les pays bénéficiaires du soutien de l'AID, fragiles ou touchés par un conflit, doivent faire face à des pressions politiques, sécuritaires, économiques et environnementales que leurs faibles institutions n'arrivent pas à surmonter. Ceci engendre des perturbations répétées dans leur processus de développement dont seul un renforcement des capacités institutionnelles et administratives permettra d'en sortir. En effet, pour certains Etats dits postconflituels la situation en termes d'instabilité politique et de faiblesse de la capacité institutionnelle est telle qu'une approche opérationnelle spécifique est devenue nécessaire.

Les représentants des bailleurs de fonds ont salué les progrès de l'AID depuis plus d'une décennie auprès d'Etats fragiles et/ou postconflituels, ainsi que les décisions prises sur le plan opérationnel qui ont permis d'améliorer l'efficacité de l'institution. Ces derniers ont également souligné la nécessité d'améliorer la gestion des risques et la réactivité de l'AID dans ces environnements difficiles, via la création de plus de synergies avec les autres institutions financières multilatérales placées sous l'égide du groupe Banque mondiale et le renforcement de la collaboration avec les agences onusiennes. Le but ultime est l'élaboration d'une approche cohérente en matière de soutien aux Etats fragiles ou sortant d'un conflit. Ils ont, *inter alia*, suggéré le renforcement de la supervision et des connaissances acquises

à travers les indicateurs quantifiables existants permettant de suivre et de mesurer les résultats des activités de l'AID.

\*

Au demeurant, les bailleurs de fonds de l'AID ont passé en revue le fonctionnement de son système de mesure des impacts sur le terrain et sont arrivés à la conclusion qu'il est nécessaire que le système intègre plusieurs nouveaux éléments. Ils se sont mis d'accord sur le fait que les activités de l'AID et le suivi des résultats se doivent d'être alignées avec les objectifs et les nouvelles approches définies par le groupe Banque mondiale. Le besoin de perfectionnement du suivi de l'efficacité opérationnelle de l'AID a été recommandé via l'amélioration des indicateurs de qualité et de résultat. Ceci permettra un accroissement de la responsabilité dont dispose l'institution envers ses clients et ses bailleurs. A terme, son système de mesure apportera ainsi une meilleure gestion des coûts et de mieux répondre aux besoins des pays bénéficiaires.

\*

Eu égard au rôle central de l'AID ainsi que de la reconstitution de ses ressources coïncidant avec le lancement du programme de développement pour l'après-2015, son importance cruciale en tant que plateforme de l'aide au développement mondial est indéniable. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 50,4 millions euros à la 17e reconstitution de l'AID, laquelle accroît sa part de 1,45 million euros et la maintient à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adapté aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développement. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon du trésor de 50.402.000 euros. Le tirage du bon est prévu d'après l'échéancier suivant:

*Tableau 1: Impact budgétaire*

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2015	3.377.000 €	6,70%
2016	5.897.025 €	11,70%
2017	7.862.700 €	15,60%
2018	6.199.500 €	12,30%
2019	5.997.800 €	11,90%
2020	5.997.800 €	11,90%
2021	5.695.425 €	11,30%
2022	5.241.800 €	10,40%
2023	4.132.950 €	8,20%
	50.402.000 €	100,00%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit:

Tableau 2: Contributions antérieures du Luxembourg

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA-2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR
IDA-16	26 mars 2012	48,95 EUR	0,74 EUR	49,69 EUR

\*

## 17e RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

### INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION BOARD OF GOVERNORS

#### Resolution No. 234

#### Additions to Resources: Seventeenth Replenishment

WHEREAS:

- (A) The Executive Directors of the International Development Association (the „Association“) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2014 to June 30, 2017 (the „Seventeenth Replenishment“) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, „Additions to Resources: Seventeenth Replenishment,“ (the „Report“), approved by the Executive Directors on March 25, 2014, and submitted to the Board of Governors;
- (B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Seventeenth Replenishment („Contributing Members“) are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the „Articles“) partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;

- (D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association („Subscribing Members“) intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;
- (E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;
- (F) Additional subscriptions and contributions are to be authorized for Contributing Members to provide compensation for the Association’s debt forgiveness commitments under the Heavily Indebted Poor Countries („HIPC“) Debt Initiative; to provide financing for arrears clearance operations by the Association; to provide compensation for forgone principal reflows from the making of grants; and to reflect the grant element of concessional loans made by Contributing Members to the Association;
- (G) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans from Contributing Members (each a „Contributing Member Loan“) in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the Contributing Member Loans will form part of the Contributing Member’s subscriptions and contributions hereunder;
- (H) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (I) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No. 227 of the Board of Governors of the Association (the „Sixteenth Replenishment“) as part of the Seventeenth Replenishment.

**NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS** the Report as approved by the Executive Directors, **ADOPTS** its conclusions and recommendations **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. *Authorization of Subscriptions and Contributions*

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns (2), (3), (4), (5), (9), (12) and (15) of Table 1a attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
  - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to compensate the Association for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column (9) of Table 1a attached to this Resolution.
  - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance arrears clearance operations in the amounts and as specified in Column (12) of Table 1a attached to this Resolution.
  - (iii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance forgone principal reflows from the making of grants in the amounts and as specified in Column (15) of Table 1a attached to this Resolution.
  - (iv) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members reflecting the grant element of a Contributing Member Loan in the amounts and currencies specified in Column (3) and (5) of Table 1a attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 2 and additional subscriptions and contributions from Contributing Members incremental to the amounts specified for each such member in Tables 1a and 1b.

- (c) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.
- (d) The rights and obligations of the Association and the Contributing Members in respect of the authorized subscriptions and contributions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety per cent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles of Agreement (the „Articles“) by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

## 2. *Agreement to Pay*

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution („Instrument of Commitment“) and with respect to:
  - (i) its contribution for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative or for arrears clearance operations, a Contributing Member will either include such contribution in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution; and
  - (ii) a Contributing Member Loan, a Contributing Member will enter into written agreement(s) in such form as may be acceptable to the Association.
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a Contributing Member Loan) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association („Qualified Instrument of Commitment“) and such member:
  - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
  - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

## 3. *Payment*

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Seventeenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2014, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2016, and January 15, 2017; provided that:
  - (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
  - (ii) if the Seventeenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2014, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Seventeenth Replenishment becomes effective;
  - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Seventeenth Replenishment; and
  - (iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.



- (c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each Contributing Member that makes a contribution through the grant element of a Contributing Member Loan will pay to the Association the amount of the Loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2016, and January 15, 2017 or as agreed with the Association.

#### 4. *Mode of Payment*

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
  - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
  - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately pro rata basis among donors, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

#### 5. *Currency of Denomination and Payment*

- (a) Contributing Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2010-2012, as determined by the Association, its subscription and contribution will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Subscribing Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a Contributing Member that makes a contribution through the grant element of a Contributing Member Loan will denominate and make payment of such Contributing Member Loan in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements.

#### 6. *Effective Date*

- (a) The Seventeenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the „Effective Date“) when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 11,660 millions shall have deposited with the Association Instruments of Commitment,

Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9 (b) of this Resolution) or duly executed concessional loan agreements to provide the Contributing Member Loans, provided that this date shall be not later than December 15, 2014, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.

- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.

#### 7. *Advance Contributions*

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Seventeenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which
  - (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
  - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
  - (iii) a duly executed concessional loan agreement for a Contributing Member Loan has been received by the Association;
 as an „Advance Contribution“, unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification or concessional loan agreement for a Contributing Member Loan.
- (b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to subparagraph (a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to contributions to the Seventeenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.
- (d) In the event that the Seventeenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

#### 8. *Commitment Authority*

- (a) Subscriptions and contributions will become available for commitment by the Association for financing to eligible recipients in three equal annual installments: (i) the first installment will become available to the Association for commitment from the Effective Date, provided that advance contributions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution; (ii) the second installment will become available from July 1, 2015; and (iii) the third installment will become available from July 1, 2016.
- (b) Any qualified part of a subscription and contribution notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for commitment by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Seventeenth Replenishment become available for commitment by the Association.

#### 9. *HIPC and Arrears Clearance Contributions*

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative or to Finance arrears clearance operations, will do so either: (i) through an additional subscription and contribution

to the Association's regular resources (a „Debt Relief Additional Contribution“) or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window of the Debt Relief Trust Fund or a contribution to the arrears clearance window of the Debt Relief Trust Fund (each a „Debt Relief Transfer Contribution“).

- (b) Contributing Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for Contributing Members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a „Debt Relief Transfer Notification“). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amounts set forth in Columns (-) and (-) of Table 1a to this Resolution, each to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2016, and January 15, 2017; provided that the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription and contribution under the Seventeenth Replenishment.

#### 10. *Compensation for Forgone Principal Reflows*

Contributing Members making an additional subscription and contribution to finance forgone principal reflows from the making of grants will do so through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a „Grant Compensation Additional Contribution“).

#### 11. *Authorization of Grants, Guarantees and Risk Intermediation*

The Association is hereby authorized to provide financing under the Seventeenth Replenishment in the form of grants and guarantees and through the intermediation of risk management products.

#### 12. *Administration of IDA16 Funds under the Seventeenth Replenishment*

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Sixteenth Replenishment will be administered under the Seventeenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Sixteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a)(i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants and guarantees under the terms, conditions and policies applicable under the Seventeenth Replenishment.

#### 13. *Allocation of Voting Rights under Seventeenth Replenishment*

Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Seventeenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a Concessional Member Loan) will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-4 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each Contributing Member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-3 of

Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations.

- (d) Each Contributing Member that has provided a Contributing Member Loan in the amount provided in Table 1b will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the Contributing Member Loan and will be allocated, in respect of such grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-3 of Table 2 from time to time following payment to the Association of the Contributing Member Loan.
- (e) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (f) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (g) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Seventeenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted on May 5, 2014)

\*

Table 1a – Grant and Grant Equivalent Contributions to the Seventeenth Replenishment

Contributing Member	Basic Contributions		Supplemental Grant Element of Concessional Loan		Sub-total Contributions		HIPC Costs		Arrears Clearance		Grant Compensation		Total Donor Contributions			Acceleration Credit and Grant Element of Concessional Loan		FX Rates			
	Share	SDR Million	Grant Element of Concessional Loan	SDR Million	Share	SDR Million	NC Million <sup>6</sup>	Share	SDR Million	NC Million <sup>6</sup>	Share	SDR Million	NC Million <sup>6</sup>	Share	SDR Million	NC Million <sup>6</sup>	Share	SDR Million	NC Million <sup>6</sup>	(NC/SDR)	Denomination
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)
Argentina	0.00%	0.09	-	-	0.09	0.14	0.20%	3.13	4.72	0.85	1.28	0.20%	0.57	0.86	0.02%	4.64	7.00	-	1.50718	USD	
Australia	1.80%	324.22	-	-	324.22	372.82	1.61%	25.17	30.20	6.83	10.24	1.61%	4.59	7.15	1.78%	410.81	639.81	-	1.55744	AUD	
Austria	1.56%	324.61	-	-	324.61	383.76	0.86%	13.44	15.48	3.65	4.20	0.86%	2.45	2.82	1.49%	341.15	396.26	-	1.51542	EUR	
Bahrain	0.01%	2.44	-	-	2.44	3.68	0.01%	0.18	0.27	0.05	0.07	0.01%	0.03	0.05	0.01%	2.70	4.07	-	1.50718	USD	
Bahrain	1.55%	322.56	-	-	322.56	371.40	1.71%	26.73	30.78	7.25	8.35	1.71%	4.86	5.60	1.57%	361.41	416.13	-	1.51542	EUR	
Brazil	0.52%	51.13	-	-	51.13	164.19	0.42%	10.47	32.63	3.84	9.13	0.42%	1.91	38.42	0.29%	66.55	213.07	-	3.21133	BRL	
Canada	3.39%	890.42	-	-	890.42	1,356.68	4.18%	64.72	100.42	17.57	27.26	4.18%	11.77	18.37	3.92%	983.98	1,402.63	-	1.55161	CAD	
China	0.85%	196.77	-	-	196.77	296.57	0.16%	1.57	2.36	0.42	0.64	0.16%	0.29	0.43	0.86%	199.05	300.00	-	1.50718	USD	
Czech Republic	0.65%	131.00	-	-	131.00	199.21	0.06%	0.94	27.88	0.25	7.57	0.06%	0.17	5.07	1.05%	12.46	349.73	20.53	20.71830	CZK	
Denmark	1.08%	224.75	-	-	224.75	329.55	1.21%	18.92	162.40	5.13	44.08	1.21%	3.44	29.54	1.09%	252.24	2,165.57	-	3.85830	DKK	
Egypt	0.007%	1.39	-	-	1.39	2.09	0.01%	0.16	0.24	0.04	0.06	0.01%	0.04	0.05	0.007%	1.61	2.43	-	1.50718	USD	
Estonia	0.01%	3.10	-	-	3.10	3.57	0.01%	0.16	0.18	0.04	0.05	0.01%	0.04	0.05	0.01%	3.34	3.85	-	1.15142	EUR	
Finland	1.02%	212.54	-	-	212.54	238.74	0.66%	10.32	11.83	2.80	3.22	0.66%	1.88	2.16	0.99%	227.53	256.00	5.98	1.51542	EUR	
France	4.23%	883.79	119.97	-	1,003.76	1,301.88	6.62%	103.49	158.98	6.62%	28.09	42.34	6.62%	18.82	28.37	4.91%	1,134.16	1,528.57	180.82	1.51542	EUR
Germany	5.88%	1,141.17	-	-	1,141.17	1,313.97	11.37%	177.75	204.67	11.37%	48.24	55.55	10.39%	29.29	33.73	6.05%	1,396.47	1,607.92	-	1.51542	EUR
Hungary	0.06%	12.14	-	-	12.14	4,150.93	0.06%	0.94	321.19	0.25	87.18	0.06%	0.17	38.42	0.06%	13.50	462.72	-	342.41512	HUF	
Iceland	0.03%	6.24	-	-	6.24	1,142.52	0.02%	0.47	85.83	0.02%	0.13	21.30	0.02%	0.09	15.61	0.03%	6.92	126.76	-	183.00628	ISK
Indonesia	0.05%	10.89	-	-	10.89	16.42	0.05%	0.82	1.23	0.22	0.33	0.05%	0.15	0.22	0.05%	12.08	18.20	-	1.50718	USD	
Ireland	0.35%	73.62	-	-	73.62	84.77	0.20%	3.13	3.60	0.85	0.98	0.20%	0.56	0.65	0.34%	78.16	90.00	-	1.15142	EUR	
Italy	1.96%	408.70	-	-	408.70	470.59	3.89%	59.40	68.40	3.89%	16.13	18.57	3.89%	10.80	12.44	2.14%	495.04	570.00	-	1.51542	EUR
Japan	9.35%	1,746.69	199.88	-	1,946.57	2,582.94	16.00%	250.13	36,978.18	16.00%	67.89	10,056.38	16.00%	45.50	6,726.30	10.01%	2,310.10	31,980.51	29,248.47	147.83326	JPY
Korea	1.10%	238.91	-	-	238.91	386,076.33	1.10%	17.20	29,003.51	1.09%	4.67	7,872.10	1.09%	3.13	5,275.71	1.10%	253.90	428,227.65	-	1,686.57027	KRW
Kuwait	0.18%	37.46	-	-	37.46	16.09	0.00%	-	-	0.00%	0.00	-	0.00%	-	-	0.16%	37.46	16.09	-	0.42950	KWD
Lavaria	0.01%	2.08	-	-	2.08	2.40	0.01%	0.16	0.18	0.04	0.05	0.01%	0.03	0.03	0.01%	2.31	2.66	-	1.51542	EUR	
Lithuania	0.01%	2.07	-	-	2.07	2.24	0.01%	0.14	0.16	0.04	0.05	0.01%	0.03	0.03	0.01%	2.27	2.47	-	1.51542	EUR	
Luxembourg	0.19%	39.37	-	-	39.37	45.33	0.19%	2.97	3.42	0.21%	0.89	1.03	0.19%	0.54	0.62	0.19%	43.77	50.40	-	1.15142	EUR
Malaysia	0.08%	16.15	-	-	16.15	24.34	0.08%	1.21	1.83	0.08%	0.33	0.50	0.08%	0.22	0.33	0.08%	17.91	27.00	-	1.50718	USD
Mexico	0.32%	65.65	-	-	65.65	1,246.86	0.06%	0.94	17.82	0.06%	0.25	4.84	0.06%	0.17	3.24	0.29%	67.01	1,272.76	-	18.99291	MXN
Netherlands	2.81%	584.07	-	-	584.07	651.89	2.87%	44.87	51.66	2.87%	12.18	14.02	2.87%	8.16	9.40	2.81%	649.28	726.97	20.62	1.15142	EUR
New Zealand	0.12%	24.97	-	-	24.97	46.39	0.13%	2.03	3.78	0.55	1.02	0.13%	0.37	0.69	0.12%	27.93	51.88	-	1.65758	NZD	
Norway	1.50%	311.20	-	-	311.20	2,748.00	1.68%	26.26	232.66	1.68%	7.13	63.15	1.68%	4.78	42.32	1.51%	349.37	3,086.13	8.83	8.83600	NOK
Poland	0.03%	6.23	-	-	6.23	6.23	0.03%	0.47	0.47	0.03%	0.13	0.13	0.03%	0.09	0.09	0.03%	6.92	6.92	-	1.00000	SDR
Portugal	0.04%	7.83	-	-	7.83	9.02	0.04%	0.59	0.68	0.04%	0.16	0.18	0.04%	0.10	0.12	0.04%	8.68	10.00	-	1.15142	EUR
Russia	0.40%	83.24	-	-	83.24	119.04	0.35%	5.47	5.47	0.35%	1.49	1.49	0.35%	1.00	1.00	0.35%	127.00	127.00	-	1.00000	SDR
Saudi Arabia	0.22%	45.21	-	-	45.21	68.14	0.43%	6.72	10.13	0.43%	1.82	2.75	0.43%	1.22	1.84	0.43%	77.58	82.86	34.07	1.50718	USD
Singapore	0.15%	31.21	-	-	31.21	47.04	0.14%	2.26	3.41	0.14%	0.62	0.93	0.14%	0.41	0.62	0.15%	34.50	52.00	-	1.50718	USD
Slovak Republic	0.01%	2.08	-	-	2.08	2.40	0.01%	0.16	0.18	0.01%	0.04	0.05	0.01%	0.03	0.03	0.01%	2.31	2.66	-	1.15142	EUR
Slovenia	0.01%	2.36	-	-	2.36	2.72	0.03%	0.47	0.54	0.03%	0.13	0.15	0.03%	0.08	0.09	0.01%	3.04	3.50	-	1.15142	EUR
South Africa	0.09%	17.85	-	-	17.85	242.40	0.09%	1.41	20.37	0.09%	0.38	5.53	0.09%	0.26	3.70	0.09%	19.89	272.00	15.97	14.47500	ZAR
Spain	1.00%	208.10	-	-	208.10	239.61	1.99%	31.11	35.82	1.99%	8.44	9.72	1.99%	5.66	6.52	1.10%	253.31	291.67	-	1.15142	EUR
Sweden	3.52%	732.19	-	-	732.19	7,223.17	2.89%	45.18	445.71	2.89%	12.26	120.97	2.89%	8.22	81.07	3.46%	797.85	7,870.92	-	9.86511	SEK
Switzerland	2.30%	478.64	-	-	478.64	678.66	2.30%	35.95	50.98	2.30%	9.76	13.84	2.30%	6.54	9.27	2.30%	530.89	752.75	-	1.41790	CHF
Thailand	0.01%	2.96	-	-	2.96	135.23	0.01%	0.22	10.16	0.01%	0.06	2.76	0.01%	0.04	1.85	0.01%	3.28	150.00	-	46.69240	THB
Turkey	0.13%	26.95	-	-	26.95	76.00	0.06%	-	-	0.06%	0.00	-	0.06%	-	-	0.12%	26.95	76.00	-	2.83206	TRY
United Kingdom	13.20%	2,603.61	142.95	-	2,746.56	2,563.67	11.19%	174.93	172.25	11.19%	47.48	46.75	11.19%	31.82	31.33	13.00%	3,000.79	2,814.00	140.76	0.98466	GBP
United States	10.15%	2,111.51	-	-	2,111.51	3,182.43	20.12%	344.54	474.07	20.12%	85.37	128.67	20.12%	57.21	86.23	11.13%	2,588.64	3,871.40	-	1.50718	USD
Sub-total	71.75%	14,469.09	462.80	36.49	14,909.99	-	95.14%	1,487.30	-	95.16%	403.77	-	94.07%	267.51	-	74.30%	17,149.58	-	-	-	-
Additional financing <sup>3</sup>	0.76%	158.81	-	-	158.81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	158.81	-	-	-	-
Sub-total	72.52%	14,627.90	462.80	36.49	15,149.80	-	95.16%	1,487.30	-	95.16%	403.77	-	94.07%	267.51	-	74.30%	17,308.39	-	-	-	-
Structural financing gap	27.48%	5,719.49	-	-	5,660.39	-	4.88%	76.04	-	4.88%	20.55	-	5.93%	16.86	-	25.01%	5,773.83	-	-	-	-
Total	100.00%	20,810.19	-	-	20,810.19	-	100.00%	1,563.34	-	100.00%	424.32	-	100.00%	284.37	-	100.00%	23,082.22	-	-	-	-

1/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10% over the 2010-2012 period would be denominated in SDRs or many currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.

2/ Represents the investment income generated by using a regular reinvestment profile of 9 years.

3/ Indicative contribution subject to government and/or parliamentary approval.

4/ Includes an increase in basic share achieved through accelerated encashments.

5/ Supplemental contributions provided through accelerated encashments.

6/ The amounts in national currency (NC) exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of concessional loan (when applicable), both of which are included in the SDR amounts. The equivalent NC amount of any individual acceleration credit or grant element of concessional loan is shown separately in column 20.

7/ Part of the grant contribution will be used to support the concessional loan.

8/ The grant contribution is denominated in USD and the concessional loan is denominated in EUR. The amount in column 20 is in the currency of

**Table 1b – Concessional Loan Contributions to the Seventeenth Replenishment**

Contributing members	Loan amount			Loan terms			Grant contribution plus loan SDR Million (8)	
	SDR Million (1)	Currency (2)	FX (3)	NC Million (4)	Maturity (5)	All-in-cost coupon rate in SDR terms <sup>1/</sup> (6)		Coupon rate in NC terms (7)
China <sup>2/</sup>	663.49	USD	1.50718	1,000.00	5-25	1.00%	TBD	743.84
France	373.45	EUR	1.15142	430.00	5-25	0.00%	0.00%	1,387.64
Japan <sup>3/</sup>	1,287.85	JPY	147.83326	190,386.45	10-40	1.00%	0.55%	3,398.06
Saudi Arabia <sup>3/</sup>	78.05	USD	1.50718	117.63	5-25	0.00%	0.61%	133.02
United Kingdom	493.57	GBP	0.98466	486.00	5-25	0.00%	0.14%	3,351.41

1/ All-in cost may also include the impact of the coupon equalization.

2/ Subject to necessary approvals. The grant contribution from China will be partially used to support the concessional loan.

3/ Subject to government approval.

**Table 2 – Subscriptions, Contributions, and Votes**  
(Amounts in US\$ Equivalents)

Part I Member	Current Status (before IDA17)				Additional Votes Stemming from IDA17				Status including IDA17				Adjusted Voting Power					
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power-% (a-6)	Total Resources (b-1)	Subscription Votes (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Cumulative Resources (d-1)	as % of Part I (d-2)	Subscription Carrying Votes (d-3)	Contributions (d-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of Part I (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power-% (f-5)	
AUSTRALIA	31,292,277	4,312,363,638	4,343,655,915	281,101	48,400	1.12%	625,220,644	37,635	5,800	4,668,876,559	2.06%	32,233,152	4,936,643,407	298,736	2.06%	54,200	352,936	1.14%
AUSTRIA	10,064,838	2,528,756,678	2,538,821,516	153,325	48,400	0.73%	523,769,345	30,802	5,800	3,062,590,861	1.27%	10,834,888	3,051,755,973	184,127	1.27%	54,200	238,327	0.77%
BELGIUM	16,201,107	3,874,438,106	3,890,639,213	233,873	48,400	1.02%	549,736,672	33,089	5,800	4,440,375,885	1.84%	17,026,332	4,423,347,553	266,982	1.84%	54,200	321,182	1.04%
CANADA	62,699,991	10,316,087,872	10,378,087,863	623,906	48,400	2.43%	1,375,057,081	82,770	5,800	11,754,144,944	4.88%	84,769,241	11,669,375,703	706,676	4.88%	54,200	760,876	2.46%
DENMARK	15,830,389	3,273,177,344	3,289,007,733	197,709	48,400	0.89%	383,801,497	23,106	5,800	3,672,809,230	1.52%	16,408,039	3,656,401,191	220,815	1.52%	54,200	275,015	0.89%
ESTONIA	260,452	8,255,902	8,516,354	516	41,700	0.15%	5,086,171	302	5,800	13,602,525	0.01%	266,002	13,334,523	818	0.01%	47,500	48,318	0.16%
FINLAND	7,394,201	1,772,024,373	1,779,408,574	106,971	48,400	0.56%	346,203,869	20,824	5,800	2,125,612,443	0.88%	7,904,801	2,117,707,642	127,795	0.88%	54,200	181,995	0.59%
FRANCE	89,188,678	15,688,185,719	15,777,374,397	948,405	48,400	3.60%	1,723,510,779	103,774	5,800	17,500,885,176	7.26%	91,783,028	17,409,102,148	1,052,719	7.26%	54,200	1,106,379	3.57%
GERMANY	101,603,030	23,384,937,960	23,486,540,990	1,411,828	48,400	5.28%	2,125,919,753	127,994	5,800	25,611,660,743	10.23%	104,802,880	25,507,057,863	1,538,822	10.23%	54,200	1,594,022	5.15%
GREECE	4,008,015	208,160,733	212,168,748	12,757	42,600	0.20%	-	-	-	212,168,748	0.09%	4,008,015	208,160,733	12,757	0.09%	42,600	55,357	0.18%
IRELAND	249,750	84,260,893	84,510,643	5,082	48,400	0.19%	10,534,138	632	5,800	95,044,781	0.04%	266,550	94,779,231	5,714	0.04%	54,200	59,914	0.19%
IRELAND	4,690,275	607,569,795	612,260,060	36,684	48,400	0.31%	118,960,382	7,278	5,800	731,220,442	0.30%	4,872,225	726,348,217	43,982	0.30%	54,200	96,182	0.32%
ITALY	37,609,073	9,716,596,615	9,754,205,688	586,346	48,400	2.29%	753,115,754	45,387	5,800	10,507,621,442	4.38%	38,743,748	10,468,877,694	631,733	4.38%	54,200	685,933	2.22%
JAPAN	96,150,658	35,982,883,581	36,079,034,239	2,188,757	48,400	8.01%	3,510,570,916	211,427	5,800	39,589,605,155	16.43%	101,436,333	39,488,168,822	2,380,184	16.43%	54,200	2,434,384	7.86%
KUWAIT	5,592,740	943,745,391	949,338,131	57,061	47,500	0.38%	57,014,653	3,442	5,800	1,006,342,784	0.42%	5,668,790	1,000,673,994	60,503	0.42%	53,300	113,803	0.37%
LATVIA	235,519	10,671,470	10,906,989	660	48,400	0.18%	3,515,940	207	5,800	14,422,929	0.01%	240,694	14,182,235	867	0.01%	54,200	55,067	0.18%
LITHUANIA	530,073	7,748,544	8,278,617	498	47,500	0.17%	3,448,058	207	5,800	11,726,675	0.00%	535,248	11,191,427	705	0.00%	53,300	54,005	0.17%
LUXEMBOURG	877,205	277,524,567	278,401,772	16,737	48,400	0.24%	66,617,814	4,006	5,800	345,019,586	0.14%	977,355	344,042,231	20,743	0.14%	54,200	74,943	0.24%
NETHERLANDS	45,362,127	7,596,666,819	7,596,028,946	456,608	48,400	1.83%	987,884,961	59,669	5,800	8,583,913,907	3.56%	46,846,852	8,537,066,055	516,077	3.56%	54,200	570,277	1.84%
NEW ZEALAND	474,102	315,007,460	315,481,562	18,964	48,400	0.24%	42,505,590	2,559	5,800	357,987,152	0.15%	538,077	357,449,075	21,523	0.15%	54,200	75,723	0.24%
NORWAY	13,846,312	3,654,486,749	3,668,333,061	220,504	48,400	0.97%	531,705,990	32,008	5,800	4,200,039,051	1.74%	14,646,512	4,185,392,539	252,512	1.74%	54,200	306,712	0.99%
PORTUGAL	4,751,628	310,052,959	314,804,587	18,930	48,400	0.24%	13,217,820	791	5,800	328,022,407	0.14%	4,771,403	323,251,004	19,721	0.14%	54,200	73,921	0.24%
RUSSIA	2,701,941	567,586,893	570,288,834	34,280	48,400	0.30%	193,284,635	11,627	5,800	763,573,469	0.32%	2,992,616	760,580,853	48,907	0.32%	54,200	100,107	0.32%
SLOVENIA	13,040,837	34,458,307	47,499,144	2,854	48,400	0.19%	4,626,237	280	5,800	52,125,381	0.02%	13,047,837	39,077,544	3,134	0.02%	54,200	57,334	0.19%
SOUTH AFRICA	12,494,322	235,077,834	247,572,156	14,882	48,400	0.23%	30,261,389	1,822	5,800	277,833,545	0.12%	12,539,872	265,293,673	16,704	0.12%	54,200	70,904	0.23%
SPAIN	21,301,348	4,227,021,622	4,248,322,970	256,139	48,400	1.10%	385,524,163	22,455	5,800	4,633,847,133	1.92%	21,862,723	4,611,984,410	278,594	1.92%	54,200	332,794	1.08%
SWEDEN	24,798,985	7,491,134,983	7,515,933,968	451,790	48,400	1.81%	1,214,275,343	73,080	5,800	8,730,168,921	3.62%	26,595,585	8,703,563,336	524,870	3.62%	54,200	579,070	1.87%
SWITZERLAND	16,102,014	4,925,512,863	4,941,614,877	273,014	48,400	1.16%	807,976,579	48,611	5,800	5,499,591,456	2.22%	17,317,289	5,322,274,167	321,625	2.22%	54,200	375,825	1.21%
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,189,119	5,199,848	619	748	0.00%	-	-	-	5,199,848	0.00%	10,729	5,189,119	619	0.00%	748	1,367	0.00%
UNITED KINGDOM	200,586,166	26,351,809,412	26,552,395,578	1,586,146	48,400	5.94%	4,564,878,557	274,669	5,800	31,117,274,135	12.91%	207,452,891	30,909,821,244	1,870,815	12.91%	54,200	1,925,015	6.22%
UNITED STATES	465,796,712	46,532,883,176	46,998,669,888	2,825,165	47,500	10.38%	3,989,277,803	235,494	5,800	50,907,947,691	21.13%	471,674,062	50,436,273,629	3,080,659	21.13%	53,300	3,113,959	10.06%
<b>Subtotal Part I</b>	<b>1,305,675,094</b>	<b>214,798,597,377</b>	<b>216,104,272,471</b>	<b>12,992,111</b>	<b>1,437,546</b>	<b>52.16%</b>	<b>24,867,202,533</b>	<b>1,495,747</b>	<b>168,200</b>	<b>240,971,473,004</b>	<b>100.00%</b>	<b>1,343,068,769</b>	<b>239,628,406,235</b>	<b>14,447,858</b>	<b>100%</b>	<b>1,605,748</b>	<b>16,093,606</b>	<b>51.99%</b>
<b>Subtotal Part II</b>	<b>632,341,428</b>	<b>6,484,931,779</b>	<b>7,117,273,207</b>	<b>6,371,953</b>	<b>6,864,700</b>	<b>47.84%</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>7,171,603</b>	<b>100%</b>	<b>7,688,300</b>	<b>14,859,903</b>	<b>48.01%</b>
<b>Grand Total</b>	<b>1,938,016,522</b>	<b>221,283,529,156</b>	<b>223,221,545,678</b>	<b>19,364,064</b>	<b>8,302,246</b>	<b>100.00%</b>	-	-	-	<b>248,838,735</b>	-	-	-	<b>21,659,461</b>	<b>100%</b>	<b>9,294,048</b>	<b>30,953,509</b>	<b>100.00%</b>

**Notes:** Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Sixteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

**Allocation of Additional Votes with respect to Encashment:** Subscription votes have been allocated on the inputted value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Seventeenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II contributing countries in column (e-4).

**Table 2 – Subscriptions, Contributions, and Votes**  
(Amounts in US\$ Equivalents)

Part II	Current Status (before IDA17)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA17 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power				
	Member	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (f-1)	as of part II (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power % (f-5)	
AFGHANISTAN	1,635,946	0	1,635,946	15,515	48,400	0.23%	44,200	1,768	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,283	0.24%	54,200	71,483	0.23%	
ALBANIA	380,396	0	380,396	3,843	48,400	0.19%	10,950	438	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,281	0.06%	54,200	59,481	0.19%	
ALGERIA	6,513,210	0	6,513,210	61,282	48,400	0.40%	174,625	6,985	5,800	0.40%	0	0	0	0	68,267	0.95%	54,200	122,467	0.40%	
ANGOLA	10,194,956	0	10,194,956	95,811	48,400	0.52%	273,000	10,920	5,800	0.52%	0	0	0	0	106,731	1.49%	54,200	160,931	0.52%	
ARGENTINA	30,886,496	112,704,331	143,591,427	312,175	48,400	1.30%	889,500	35,580	5,800	1.30%	9,275	371	6,169,713	7,088,488	348,126	4.85%	54,200	402,326	1.30%	
ARMENIA	687,731	0	687,731	6,742	48,400	0.20%	19,200	768	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,510	0.10%	54,200	61,710	0.20%	
AZERBAIJAN	1,172,774	0	1,172,774	11,311	48,400	0.22%	32,225	1,289	5,800	0.22%	0	0	0	0	12,600	0.18%	54,200	66,800	0.22%	
BAHAMAS, THE	617,467	3,916,643	4,534,110	5,909	47,500	0.19%	16,825	673	5,800	0.20%	6,150	246	4,086,846	4,109,821	6,828	0.10%	53,300	60,128	0.19%	
BANGLADESH	8,694,675	0	8,694,675	81,768	48,400	0.47%	233,000	9,320	5,800	0.47%	0	0	0	0	91,088	1.27%	54,200	145,288	0.47%	
BARBADOS	488,943	1,892,596	2,381,539	4,724	48,400	0.19%	13,450	538	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,262	0.07%	54,200	59,462	0.19%	
BELIZE	330,871	0	330,871	3,346	48,400	0.19%	9,525	381	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,727	0.05%	54,200	57,927	0.19%	
BENIN	815,751	7,908	8,723,751	7,908	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,809	0.12%	54,200	63,009	0.20%	
BHUTAN	88,929	0	88,929	1,086	48,400	0.18%	3,100	124	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,210	0.02%	54,200	55,410	0.18%	
BOLIVIA	1,717,626	0	1,717,626	16,386	48,400	0.23%	46,450	1,688	5,800	0.23%	0	0	0	0	18,164	0.25%	54,200	72,364	0.23%	
BOSNIA & HERZEGOVINA	10,195,914	0	10,195,914	11,771	48,400	0.22%	33,550	1,342	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,113	0.18%	54,200	67,313	0.22%	
BOTSWANA	272,296	15,159,927	15,432,223	2,892	48,400	0.19%	8,500	340	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,322	0.05%	54,200	57,522	0.19%	
BRAZIL	32,206,501	837,081,028	870,657,529	387,699	48,400	1.98%	1,105,550	44,222	5,800	1.57%	150,125	6,005	99,723,305	100,978,980	438,268	6.11%	54,200	492,436	1.58%	
BURKINA FASO	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
BURUNDI	1,235,210	0	1,235,210	11,826	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
CABO VERDE	137,728	0	137,728	1,353	48,400	0.18%	4,425	177	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,730	0.02%	54,200	55,930	0.18%	
CAMBODIA	1,657,188	0	1,657,188	15,848	48,400	0.23%	46,150	1,806	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,654	0.25%	54,200	71,854	0.23%	
CAMEROON	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,768	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,282	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
CENTRAL AFRICAN REP.	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
CHAD	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
CHILE	5,761,175	34,746,972	40,508,147	55,919	48,400	0.38%	159,325	6,373	5,800	0.38%	0	0	0	0	62,292	0.87%	54,200	116,492	0.38%	
CHINA	49,497,254	191,716,650	241,213,904	483,726	48,400	1.92%	1,378,325	55,133	5,800	1.92%	450,625	18,025	299,355,893	301,184,843	556,884	7.77%	54,200	611,084	1.97%	
COLOMBIA	5,923,031	26,659,256	32,582,287	62,379	48,400	0.40%	177,750	7,110	5,800	0.40%	0	0	0	0	69,489	0.97%	54,200	123,689	0.40%	
COMOROS	137,728	0	137,728	1,353	48,400	0.18%	4,425	177	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,730	0.02%	54,200	55,930	0.18%	
CONGO, DEM. REP. OF	4,885,811	0	4,885,811	46,108	48,400	0.34%	131,375	5,255	5,800	0.34%	0	0	0	0	51,363	0.74%	54,200	105,563	0.34%	
CONGO, REP. OF	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
COSTA RICA	330,231	0	330,231	3,307	48,400	0.19%	9,425	377	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,684	0.05%	54,200	57,884	0.19%	
COTE D'IVOIRE	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,768	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,282	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
CROATIA	23,969,188	0	23,969,188	27,221	48,400	0.27%	77,575	3,103	5,800	0.27%	0	0	0	0	30,324	0.42%	54,200	84,524	0.27%	
CYPRUS	1,258,898	19,909,600	21,168,508	12,654	48,400	0.22%	36,050	1,442	5,800	0.22%	0	0	0	0	14,096	0.20%	54,200	66,296	0.22%	
CZECH REPUBLIC	6,026,281	100,999,613	106,995,894	62,953	48,400	0.40%	179,375	7,175	5,800	0.40%	28,225	1,129	18,743,877	18,961,477	71,257	0.99%	54,200	128,457	0.41%	
DIJIBOUTI	267,130	0	267,130	2,776	48,400	0.18%	7,900	316	5,800	0.18%	0	0	0	0	3,092	0.04%	54,200	57,292	0.18%	
DOMINICA	137,728	0	137,728	1,353	48,400	0.18%	4,425	177	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,730	0.02%	54,200	55,930	0.18%	
DOMINICAN REPUBLIC	658,363	68,614	726,977	6,478	48,400	0.20%	18,450	738	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,216	0.10%	54,200	61,416	0.20%	
ECUADOR	1,058,442	0	1,058,442	10,887	48,400	0.21%	29,025	1,161	5,800	0.21%	0	0	0	0	11,348	0.16%	54,200	65,548	0.21%	
EGYPT, ARAB REP. OF	8,260,633	4,049,831	12,310,464	79,281	48,400	0.46%	225,850	9,034	5,800	0.46%	3,350	134	2,224,575	2,463,775	88,429	1.23%	54,200	142,629	0.46%	
EL SALVADOR	491,689	23,707	515,396	4,842	48,400	0.19%	13,800	552	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,394	0.08%	54,200	59,594	0.19%	
EQUATORIAL GUINEA	525,508	0	525,508	5,205	48,400	0.19%	14,825	593	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,798	0.08%	54,200	59,998	0.19%	
ERITREA	154,143	0	154,143	1,715	48,400	0.18%	4,875	195	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,910	0.03%	54,200	56,110	0.18%	
ETHIOPIA	816,248	23,707	839,955	7,922	48,400	0.20%	22,575	903	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,825	0.12%	54,200	63,025	0.20%	
FIJI	913,277	0	913,277	8,854	48,400	0.21%	25,225	1,009	5,800	0.21%	0	0	0	0	9,863	0.14%	54,200	64,063	0.21%	
GABON	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
GAMBIA, THE	439,822	0	439,822	4,396	48,400	0.19%	12,525	501	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,897	0.07%	54,200	59,097	0.19%	
GEORGIA	1,124,137	10,800	1,134,937	10,800	48,400	0.21%	30,925	1,237	5,800	0.21%	0	0	0	0	12,087	0.17%	54,200	66,287	0.21%	
GHANA	3,817,567	0	3,817,567	36,006	48,400	0.31%	102,600	4,104	5,800	0.31%	0	0	0	0	40,110	0.56%	54,200	94,310	0.30%	
GUINEA	152,017	0	152,017	1,630	48,400	0.18%	4,650	186	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,816	0.03%	54,200	56,016	0.18%	
GUINEA-BISSAU	654,907	0	654,907	6,425	48,400	0.20%	18,300	732	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,157	0.10%	54,200	61,357	0.20%	
HAITI	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,768	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,282	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
HONDURAS	232,261	0	232,261	2,380	48,400	0.18%	6,775	271	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,651	0.04%	54,200	56,851	0.18%	
GUINEA-BISSAU	1,316,950	0	1,316,950	12,622	48,400	0.22%	35,975	1,439	5,800	0.22%	0	0	0	0	14,061	0.20%	54,200	66,261	0.22%	
HAITI	1,235,210	0	1,235,210	11,826	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	



**Table 2 – Subscriptions, Contributions, and Votes  
(Amounts in US\$ Equivalents)**

Part II Member	Current Status (before IDA17)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights To Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA17 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (S) (a-1)	Contributions (S) (a-2)	Total Cumulative Resources (S) (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Subscription Carrying Votes (S) (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (S) (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (S) (e-3)	Total Additional Resources (S) (e-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of Part II Votes (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power % (f-5)		
HONDURAS	491,325	0	491,325	4,833	48,400	0.19%	13,775	551	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,800	0.08%	54,200	59,584	0.19%	
HUNGARY	12,484,084	134,883,518	147,467,602	129,272	48,400	0.64%	368,350	14,734	5,800	0.64%	30,325	1,213	20,152,989	20,550,964	145,219	2.02%	54,200	189,419	0.64%	
INDIA	66,515,470	0	66,515,470	665,560	48,400	2.58%	1,898,425	75,857	5,800	2.58%	26,900	1,076	17,871,419	18,378,059	741,417	10.34%	54,200	756,117	2.57%	
INDONESIA	17,929,771	0	17,929,771	188,324	48,400	0.78%	479,759	19,190	5,800	0.78%	0	0	0	0	188,640	2.63%	54,200	242,840	0.78%	
IRAN, ISLAMIC REP. OF	7,366,761	18,414,098	25,780,859	70,164	48,400	0.43%	188,975	7,999	5,800	0.43%	0	0	0	0	78,163	1.09%	54,200	132,363	0.43%	
IRAQ	1,235,210	0	1,235,210	11,926	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
ISRAEL	2,935,528	91,685,626	94,591,154	34,273	48,400	0.30%	97,650	3,906	5,800	0.30%	0	0	0	0	38,179	0.53%	54,200	92,379	0.30%	
JORDAN	491,325	0	491,325	4,833	48,400	0.19%	13,775	551	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,384	0.08%	54,200	59,584	0.19%	
KAZAKHSTAN	2,485,571	3,161,938	5,647,509	23,775	48,400	0.26%	67,750	2,710	5,800	0.26%	0	0	0	0	26,485	0.37%	54,200	80,685	0.26%	
KENYA	2,720,274	0	2,720,274	25,740	48,400	0.27%	73,350	2,934	5,800	0.27%	0	0	0	0	28,674	0.40%	54,200	82,874	0.27%	
KIRIBATI	105,229	0	105,229	1,243	48,400	0.18%	3,550	142	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,385	0.02%	54,200	55,585	0.18%	
KOREA	5,768,849	1,601,149,764	1,606,918,613	170,364	48,400	0.79%	485,425	19,417	5,800	0.79%	580,075	23,203	385,358,308	386,423,808	212,984	2.97%	54,200	267,184	0.86%	
KOSOVO	900,756	0	900,756	8,342	47,500	0.20%	23,775	951	5,800	0.21%	0	0	0	0	9,293	0.13%	53,300	62,593	0.20%	
KYRGYZ REPUBLIC	654,713	0	654,713	6,412	48,400	0.20%	18,275	731	5,800	0.20%	0	0	0	0	6,143	0.10%	54,200	61,343	0.20%	
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
LEBANON	738,639	0	738,639	7,221	48,400	0.20%	20,675	823	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,044	0.11%	54,200	62,244	0.20%	
LESOTHO	267,130	0	267,130	2,768	48,400	0.18%	7,900	316	5,800	0.18%	0	0	0	0	3,092	0.04%	54,200	57,292	0.18%	
LIBERIA	1,235,210	0	1,235,210	11,926	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
LIBYA	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,788	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,382	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
MACEDONIA, FYR	4,490,952	0	4,490,952	5,368	48,400	0.19%	15,300	612	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,989	0.08%	54,200	61,180	0.19%	
MADAGASCAR	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,788	5,800	0.23%	0	0	0	0	17,382	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
MALAWI	1,235,210	0	1,235,210	11,926	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
MALAYSIA	4,079,387	2,800,753	6,160,140	38,573	48,400	0.31%	109,900	4,396	5,800	0.31%	40,825	1,633	27,113,443	27,264,186	44,602	0.62%	54,200	96,802	0.32%	
MALDIVES	56,726	0	56,726	787	48,400	0.18%	2,250	90	5,800	0.18%	0	0	0	0	877	0.01%	54,200	55,077	0.18%	
MALI	1,411,930	0	1,411,930	13,463	48,400	0.22%	38,350	1,534	5,800	0.22%	0	0	0	0	14,997	0.21%	54,200	66,197	0.22%	
MARSHALL ISLANDS	24,722	0	24,722	494	48,400	0.18%	1,400	56	5,800	0.18%	0	0	0	0	550	0.01%	54,200	54,750	0.18%	
MAURITANIA	815,727	0	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
MAURITIUS	1,399,376	35,560	1,434,936	13,433	48,400	0.22%	38,275	1,531	5,800	0.22%	152,550	6,102	101,338,868	101,997,893	14,964	0.21%	54,200	66,164	0.22%	
MEXICO	14,993,708	278,705,059	293,698,777	174,236	48,400	0.80%	498,475	19,859	5,800	0.80%	0	0	0	0	200,197	2.79%	54,200	254,397	0.82%	
MICRONESIA, FED. ST. OF	40,992	0	40,992	650	48,400	0.18%	1,850	74	5,800	0.18%	0	0	0	0	724	0.01%	54,200	54,924	0.18%	
MOLDOVA	914,106	0	914,106	8,976	48,400	0.21%	25,300	1,012	5,800	0.21%	0	0	0	0	9,889	0.14%	54,200	64,089	0.21%	
MONTGOLIA	380,395	0	380,395	3,443	48,400	0.19%	10,950	438	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,381	0.05%	54,200	59,481	0.19%	
MOROCCO	747,839	0	747,839	6,736	47,500	0.20%	19,025	761	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,137	0.10%	53,300	60,737	0.20%	
MOROCCO	5,708,875	0	5,708,875	53,927	48,400	0.37%	163,375	6,135	5,800	0.37%	0	0	0	0	59,962	0.84%	54,200	114,162	0.37%	
MOZAMBIQUE	2,218,770	0	2,218,770	21,912	48,400	0.25%	59,875	2,395	5,800	0.25%	0	0	0	0	23,407	0.33%	54,200	77,607	0.25%	
MYANMAR	3,271,617	0	3,271,617	30,981	48,400	0.29%	88,275	3,531	5,800	0.29%	0	0	0	0	34,512	0.48%	54,200	86,712	0.29%	
NEPAL	815,727	7,907	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
NICARAGUA	491,325	0	491,325	4,833	48,400	0.19%	13,775	551	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,384	0.08%	54,200	59,584	0.19%	
NIGER	815,727	7,907	815,727	7,907	48,400	0.20%	22,525	901	5,800	0.20%	0	0	0	0	8,808	0.12%	54,200	63,008	0.20%	
NIGERIA	5,431,819	0	5,431,819	51,135	48,400	0.36%	145,700	5,828	5,800	0.36%	0	0	0	0	55,963	0.79%	54,200	111,163	0.36%	
OMAN	495,302	1,031,875	1,527,177	4,987	48,400	0.19%	14,200	568	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,555	0.08%	54,200	59,755	0.19%	
PAKISTAN	16,422,453	118,533	16,540,986	157,975	48,400	0.75%	450,125	16,005	5,800	0.75%	17,025	681	11,310,048	11,327,073	176,661	2.46%	54,200	230,861	0.75%	
PALAU	377,500	0	377,500	520	48,400	0.18%	1,475	59	5,800	0.18%	0	0	0	0	579	0.01%	54,200	54,779	0.18%	
PANAMA	42,912	0	42,912	718	48,400	0.18%	2,050	82	5,800	0.18%	0	0	0	0	800	0.01%	54,200	55,000	0.18%	
PAPUA NEW GUINEA	1,398,678	0	1,398,678	13,414	48,400	0.22%	38,225	1,529	5,800	0.22%	0	0	0	0	14,943	0.21%	54,200	66,143	0.22%	
PARAGUAY	491,325	0	491,325	4,833	48,400	0.19%	13,775	551	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,384	0.08%	54,200	59,584	0.19%	
PERU	2,891,220	15,692,676	18,494,220	28,167	48,400	0.28%	80,225	3,200	5,800	0.28%	0	0	0	0	31,365	0.44%	54,200	85,566	0.28%	
PHILIPPINES	8,169,657	0	8,169,657	77,650	48,400	0.86%	271,000	9,840	5,800	0.86%	0	0	0	0	96,400	1.20%	54,200	140,600	0.86%	
POLAND	49,488,316	65,913,037	115,401,353	474,369	48,400	1.89%	1,351,350	50,054	5,800	1.89%	13,800	552	9,166,860	10,551,730	598,864	7.37%	54,200	599,064	1.88%	
ROMANIA	5,452,451	0	5,452,451	50,484	47,500	0.35%	143,850	5,754	5,800	0.35%	0	0	0	0	56,228	0.78%	53,300	109,538	0.35%	
RWANDA	1,235,210	0	1,235,210	11,926	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
SAMOA	152,017	0	152,017	1,530	48,400	0.18%	4,650	186	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,816	0.03%	54,200	56,016	0.18%	
SAO TOME & PRINCIPE	121,586	0	121,586	1,402	48,400	0.18%	4,000	160	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,562	0.02%	54,200	55,762	0.18%	
SAUDI ARABIA	23,997,524	2,572,407,405	2,596,404,929	811,390	48,400	3.11%	2,311,675	92,467	5,800	3.10%	173,900	6,940	115,255,628	117,740,703	910,897	12.7				

**Table 2 – Subscriptions, Contributions, and Votes (Amounts in US\$ Equivalents)**

Part II Member	Current Status (before IDA17)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA17 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power		
	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes	Total Additional Resources (\$)	Subscription Votes	as % of Membership Votes	Total Votes	Total Voting Power %	
	(a-1)	(a-2)	(a-3)	(a-4)	(a-5)	(a-6)	(e-1)	(e-2)	(e-3)	(e-4)	(e-5)	(e-6)	(f-1)	(f-2)	(f-3)	(f-4)	(f-5)	
SERBIA	29,755,688	0	29,755,688	33,714	48,400	0.30%	96,075	3,843	5,800	0.30%	0	0	37,557	0.52%	54,200	91,757	0.30%	
SIERRA LEONE	1,235,210	0	1,235,210	1,826	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
SINGAPORE	865,792	160,864,049	161,729,841	17,821	47,500	0.24%	50,715	2,031	5,800	0.24%	78,850	3,154	52,379,143	23,006	0.32%	53,300	76,306	0.25%
SLOVAK REPUBLIC	3,029,016	24,549,593	27,578,609	30,944	48,400	0.29%	88,175	3,527	5,800	0.29%	5,150	208	3,420,054	34,677	0.48%	54,200	88,877	0.29%
SOLONION ISLANDS	152,017	0	152,017	1,630	48,400	0.18%	4,650	186	5,800	0.18%	0	0	1,816	0.03%	54,200	56,016	0.18%	
SOMALIA	1,235,210	0	1,235,210	11,826	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
SOUTH SUDAN	579,175	0	579,175	5,367	47,500	0.19%	15,300	612	5,800	0.19%	0	0	5,979	0.08%	53,300	59,279	0.19%	
SRI LANKA	4,898,982	0	4,898,982	46,154	48,400	0.34%	131,500	5,260	5,800	0.34%	0	0	51,414	0.72%	54,200	105,614	0.34%	
ST. KITTS & NEVIS	218,296	0	218,296	2,305	48,400	0.18%	6,675	263	5,800	0.18%	0	0	2,588	0.04%	54,200	56,788	0.18%	
ST. LUCIA	250,444	0	250,444	2,601	48,400	0.18%	7,400	296	5,800	0.18%	0	0	2,897	0.04%	54,200	57,097	0.18%	
ST. VINCENT & GRENADINES	121,429	0	121,429	1,396	48,400	0.18%	3,975	159	5,800	0.18%	0	0	1,585	0.02%	54,200	55,755	0.18%	
SUDAN	1,635,896	0	1,635,896	15,514	48,400	0.23%	44,200	1,768	5,800	0.23%	0	0	17,282	0.24%	54,200	71,482	0.23%	
SWAZILAND	525,686	0	525,686	5,209	48,400	0.19%	14,860	594	5,800	0.19%	0	0	5,803	0.08%	54,200	60,003	0.19%	
SYRIAN ARAB REP.	1,540,743	0	1,540,743	14,663	48,400	0.23%	41,715	1,671	5,800	0.23%	0	0	16,334	0.23%	54,200	70,534	0.23%	
TAJIKISTAN	607,021	0	607,021	5,986	48,400	0.20%	17,050	682	5,800	0.20%	0	0	6,688	0.09%	54,200	60,888	0.20%	
TANZANIA	2,720,274	0	2,720,274	25,740	48,400	0.27%	73,350	2,934	5,800	0.27%	0	0	28,674	0.40%	54,200	82,874	0.27%	
THAILAND	4,698,982	0	4,698,982	46,154	48,400	0.34%	131,500	5,260	5,800	0.34%	7,300	282	4,986,212	51,766	0.72%	54,200	105,906	0.34%
TRINIDAD & TOBAGO	1,235,210	0	1,235,210	11,826	48,400	0.22%	33,700	1,348	5,800	0.22%	0	0	13,174	0.18%	54,200	67,374	0.22%	
TUNISIA	2,448,655	0	2,448,655	23,265	48,400	0.26%	66,300	2,652	5,800	0.26%	0	0	25,917	0.36%	54,200	80,117	0.26%	
TURKEY	9,832,805	167,543,463	177,376,268	110,666	48,400	0.57%	315,235	12,613	5,800	0.57%	61,175	2,447	40,638,171	125,726	1.75%	54,200	179,926	0.58%
TUVALU	32,267	0	32,267	301	47,500	0.17%	850	34	5,800	0.18%	0	0	335	0.00%	53,300	53,635	0.17%	
UGANDA	2,720,274	0	2,720,274	25,740	48,400	0.27%	73,350	2,934	5,800	0.27%	0	0	28,674	0.40%	54,200	82,874	0.27%	
UKRAINE	10,113,616	0	10,113,616	92,557	47,500	0.51%	263,225	10,549	5,800	0.51%	0	0	103,106	1.44%	53,300	156,406	0.51%	
UZBEKISTAN	1,996,773	0	1,996,773	19,054	48,400	0.24%	54,300	2,172	5,800	0.24%	0	0	21,226	0.30%	54,200	75,426	0.24%	
VANUATU	314,781	0	314,781	3,198	48,400	0.19%	9,100	364	5,800	0.19%	0	0	3,562	0.05%	54,200	57,762	0.19%	
VIETNAM	2,448,655	0	2,448,655	23,265	48,400	0.26%	66,300	2,652	5,800	0.26%	0	0	25,917	0.36%	54,200	80,117	0.26%	
YEMEN, REPUBLIC OF	2,547,967	0	2,547,967	22,322	48,400	0.26%	63,600	2,544	5,800	0.26%	0	0	24,886	0.35%	54,200	79,086	0.26%	
ZAMBIA	4,353,112	0	4,353,112	41,132	48,400	0.32%	117,200	4,688	5,800	0.32%	0	0	45,820	0.64%	54,200	100,020	0.32%	
ZIMBABWE	6,654,318	0	6,654,318	62,467	48,400	0.40%	178,000	7,120	5,800	0.40%	0	0	69,597	0.87%	54,200	123,797	0.40%	
<b>Subtotal Part II</b>	<b>632,341,428</b>	<b>6,484,931,779</b>	<b>7,117,273,207</b>	<b>6,374,953</b>	<b>6,864,700</b>	<b>47.84%</b>	<b>18,156,025</b>	<b>726,241</b>	<b>823,600</b>	<b>47.90%</b>	<b>1,835,225</b>	<b>73,409</b>	<b>1,219,163,472</b>	<b>7,171,603</b>	<b>100%</b>	<b>7,688,300</b>	<b>14,659,903</b>	<b>48.01%</b>
<b>Subtotal Part I</b>	<b>1,305,675,094</b>	<b>214,798,597,377</b>	<b>216,104,272,471</b>	<b>12,992,111</b>	<b>1,437,548</b>	<b>52.16%</b>	<b>1,835,225</b>	<b>73,409</b>	<b>823,600</b>	<b>47.90%</b>	<b>1,835,225</b>	<b>73,409</b>	<b>1,219,163,472</b>	<b>7,171,603</b>	<b>100%</b>	<b>1,605,748</b>	<b>16,093,606</b>	<b>51.99%</b>
<b>Grand Total</b>	<b>1,938,016,522</b>	<b>21,283,529,156</b>	<b>223,221,545,678</b>	<b>19,386,064</b>	<b>8,302,248</b>	<b>100.00%</b>	<b>18,156,025</b>	<b>726,241</b>	<b>823,600</b>	<b>47.84%</b>	<b>1,835,225</b>	<b>73,409</b>	<b>1,219,163,472</b>	<b>14,487,858</b>	<b>100%</b>	<b>9,294,048</b>	<b>30,953,509</b>	<b>100.00%</b>

**Notes:**

**Current Status (a-1) to (a-6):** It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Sixteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

**Allocation of Additional Votes with respect to Encashment:** Subscription votes have been allocated on the inputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Seventeenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II contributing countries in column (e-4).

**Additional Resources Provided under IDA17 in SDRs or Freely Convertible Currencies:** The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under IDA17 by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table IA. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period March 1 to August 31, 2013 (SDRI=USD1.50718). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).

**Update of Part II members:** The table has been updated to reflect the expected membership status of Part II members. New IDA members such as Romania and South Sudan have been added to the list, with necessary adjustments made.

## ATTACHMENT I

**INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION****Additions to Resources: Seventeenth Replenishment***Instrument of Commitment*

Reference is made to Resolution No. \_\_\_\_\_ of the Board of Governors of the International Development Association entitled „Additions to Resources: Seventeenth Replenishment“, which was adopted on \_\_\_\_\_, 2014 („the Resolution“).

The Government of \_\_\_\_\_ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the \_\_\_\_\_<sup>1</sup> authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of \_\_\_\_\_ [of which \_\_\_\_\_ amount represents the grant element of a Concessional Member Loan].<sup>2</sup>

\_\_\_\_\_  
(Date)

\_\_\_\_\_  
(Name and Office)<sup>3</sup>

\*

1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Contributing Member's regular contribution, any Debt Relief Additional Contribution, and any Grant Compensation Additional Contribution either under separate instruments or combined. Contributing Members fill in the words „subscription and contribution“ for both regular contributions and Debt Relief Additional Contributions; and Subscribing Members fill in the word „subscription“ only.

2 Pursuant to paragraph 5(a) of the Seventeenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case may be, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution.

3 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

## ATTACHMENT II

**Encashment Schedule for IDA17 Contributions***(Percent of Total Contributions)*

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule</i>
2015	6,7
2016	11,7
2017	15,6
2018	12,3
2019	11,9
2020	11,9
2021	11,3
2022	10,4
2023	8,2
TOTAL	100,0

\*

**FICHE FINANCIERE**

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,  
la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement n'aura pas d'incidence sur le budget de l'Etat.

\*

**FICHES D'EVALUATION D'IMPACT**

<b>Intitulé du projet:</b>	Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement	
<b>Ministère initiateur:</b>	Ministère des Finances	
<b>Auteur(s):</b>	Arsène Jacoby	
<b>Tél:</b>	247-82709	
<b>Courriel:</b>	arsene.jacoby@fi.etat.lu	

**Motif(s) à l'origine de l'élaboration du projet:**

Transposition de directives communautaires:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Mesures d'exécution de la loi:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Arrêt de la Cour de justice Européenne:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Actualisation de la loi:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

**Autre(s):**

Mise en conformité avec la résolution n° 234 adoptée le 5 mai 2014 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement relative à la 17e reconstitution des ressources financières de l'AID.



charges sociales charges salariales garanties autres si oui,  
lesquelles .....charges sociales charges salariales garanties autres si oui,  
lesquelles .....**Investissements requis:**Oui  Non 

si oui, précisions .....

**Aides financières prévues:**Oui  Non 

si oui, montant .....

modalités: .....

**Autres aides prévues (e.g. conseil, logiciels):**Oui  Non 

si oui, type .....

modalités: .....

**Différentiation des mesures ou mesures spéciales prévues pour les PME/PMI:**Oui  Non 

si oui, lesquelles .....

**Procédures administratives: supplémentaires  inchangées  diminuées** 

si suppl. ou dimin. prière de préciser leur type et leur impact (à quantifier, si possible):

.....

**Conséquences de la mise en oeuvre des mesures sur l'Administration:**Oui  Non **Procédures:**

Mesures directement applicables:

Oui  Non 

si non, quelles procédures sont à créer

.....

impliquant différents ministères

Oui  Non 

.....

si oui, lesquels

.....

Accord trouvé sur la procédure à suivre

Oui  Non **Structures nouvelles prévues:**Oui  Non 

si oui, lesquelles

.....

**Personnel supplémentaire:**Oui  Non 

si oui, nombre de carrières

.....

**Impact frais d'équipement/frais de fonctionnement:**Oui  Non dont matériel informatique: Oui  Non 

estimation besoin en PC's .....

dont surface bureaux: Oui  Non estimation m<sup>2</sup> requis .....

**Conséquences de la mise en oeuvre des mesures sur les personnes physiques:**Oui  Non **Incidence financière:** Oui  Non 

si oui, montant approx.: .....

**Augmentation**    impôts indirects   

                          impôts directs       

                          charges sociales   

                          autre                   

                          si oui, laquelle

.....

**ou diminution**    impôts indirects   

                          impôts directs       

                          charges sociales   

                          autre                   

                          si oui, laquelle

.....

**Aides financières prévues**Oui  Non 

si oui, montant .....

modalités .....

**Autres aides prévues (e.g. conseil, logiciels):**Oui  Non 

si oui, type .....

modalités .....

**Procédures administratives:**    supplémentaires     inchangées     diminuées 

si suppl. ou dimin. prière de préciser leur type et leur impact (à quantifier, si possible):

.....

**Rapport coût-efficacité établi:**Oui  Non 

si non, pourquoi?

La décision de participer à une reconstitution des ressources financières d'une institution financière internationale ne permet pas une analyse en termes de coût-efficacité.

.....

**Lisibilité contrôlée:**Oui  Non **Efficacité présumée:**    Totale                        Partielle                    Mesure intermédiaire 

**Acceptabilité présumée:**    Bonne                        Plutôt bonne               Neutre                   

  Plutôt mauvaise        Mauvaise               

**Dispositif plus léger envisagé:**Oui  Non 

si oui, lequel et pourquoi non retenu

.....

**Durée limitée:**Oui  Non **Evaluation prévue:**Oui  Non 

si oui, par quel service, quant et/ou à quels intervalles:

.....

**Effets sur autres domaines et compétences: (e.g. création d'emplois, impact sur investissement et la création d'entreprises, environnement, égalité des chances ...)**

.....

.....

.....

**FICHE D’EVALUATION D’IMPACT**  
**des mesures législatives et réglementaires**  
**sur l’égalité des femmes et des hommes**

<b>Intitulé du projet:</b>	Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 17e reconstitution des ressources de l’Association internationale de développement
<b>Ministère initiateur:</b>	Ministère des Finances
<b>Auteur(s):</b>	Arsène Jacoby/Sami Masri
<b>Tél:</b>	247-82709/247-82657
<b>Fax::</b>	46 62 12
<b>Courriel:</b>	Arsene.jacoby@fi.etat.lu/Sami.masri@fi.etat.lu

Le projet est

– principalement centré sur l’égalité des femmes et des hommes

– positif en matière d’égalité des femmes et des hommes

Si l’effet est positif, explicitez de quelle manière

.....

– neutre en matière d’égalité des femmes et des hommes

Si l’effet est neutre, explicitez pourquoi

***Il s’agit d’une opération purement financière.***

– négatif en matière d’égalité des femmes et des hommes

Si l’effet est négatif, explicitez pourquoi

.....

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes?

Si l’impact financier est différent, explicitez le bien-fondé

.....